



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

**Economie**

**Les cours du pétrole en chute libre, par crainte de récession**

Les cours du baril de pétrole ont perdu près de 10% mardi, à cause des craintes d'une récession dans les pays consommateurs de brut... (Page 08)

**Formation & recherche**

**Appel à candidatures pour le financement de bourses d'excellence UEMOA**

En application du Traité modifié de l'Union Economique et ... (Pages 08)



**Chute de la monnaie européenne face au dollar américain** (Page 03)

**La parité fixe EURO - FCFA bat de l'aile**



**Vernissage à Lomé** (Page 04)

**« La part des miens » de l'artiste Adakam Essomanam**

**Soutien aux populations les plus vulnérables**

**La 3ème édition de la campagne « Solidarité Fertile » lancée**

L'association Terreau Fertile a procédé le mardi 5 juillet 2022, à Lomé, au ... (Page 02)

**Togo /Industrie**

**Un nouveau statut pour le secteur du textile et de l'habillement**

Le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé, ce 6 juillet 2022 à Lomé, le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le ... (Page 05)

**Services financiers numériques**

**IFC investit 90 millions d'euros dans Wave Mobile Money**

Depuis qu'elle a rejoint le Groupe de la Banque africaine de développement en devenant le 81e actionnaire, en 2020 ... (Page 06)

**Edem d'Almeida**

**« Les dettes ne me font plus peur »**

Les entrepreneurs doivent-ils craindre l'endettement ? Edem d'Almeida, patron du groupe Africa Global Recycling (AGR) pense ... (Page 11)

**Cours des devises offert par**

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
<b>Achat</b>	655,957	628,250	4,605	759,500	653,500	487,500	93,500	170,500
<b>Vente</b>	655,957	635,250	4,665	759,500	659,500	494,500	95,250	173,500

## Soutien aux populations les plus vulnérables

La 3<sup>ème</sup> édition de la campagne « Solidarité Fertile » lancée

L'association Terreau Fertile a procédé le mardi 5 juillet 2022, à Lomé, au lancement de la troisième édition de la campagne « Solidarité Fertile ».

● Bernard AFAWOUBO

La troisième édition de la campagne « Solidarité Fertile » vient d'être lancée par les premiers responsables de l'Association Terreau Fertile. Axée autour du thème « Des salles de classes équipées et des vivres pour des populations défavorisées des cinq régions du Togo », cette troisième édition de la campagne « Solidarité Fertile » se veut pour objectif de venir en aide aux populations rurales les plus vulnérables sur toute l'étendue du territoire nationale. A en croire les premiers responsables de l'association Terreau Fertile, il sera question au cours de cette campagne d'apporter des kits composés de riz à 1500 prisonniers, 7 centres d'accueil, 300 élèves, également des kits composés de table-banc et matériels scolaires à 6 écoles, et enfin d'une construction d'une salle de classe à 5 écoles identifiées dans les cinq régions du Togo. « Pour cette troisième édition, nous pouvons retenir deux innovations principales : intervention dans les centres de détention et la construction de salles de classes dans



les cinq régions du Togo. Nous avons cette année voulu porter nos actions sur des édifices et l'impact qu'on veut sera plus visible si on met ces classes sur toute l'étendue du territoire national. En de plus de ça, nous voulons toujours être dans notre première activité qui est de faire des dons en vivres pour des populations démunies des centres d'accueil et des centres de détention. Ces vivres iront également à ces populations qui vont nous aider dans la construction des salles de classes dans les localités. Nous avons privilégié pour cette construction de salles de classes, l'approche communautaire qui consiste à associer la population aux activités que nous allons faire dans la localité. Nous voulons chaque année innover. Il faut apporter quelque chose de plus à

ce que nous faisons. C'est la raison principale qui nous a amené à nous lancer vers la construction des salles de classes dans les cinq régions » a laissé entendre Koffi Mally, Conseiller général de l'association terreau fertile. Pour atteindre les résultats escomptés, l'association Terreau Fertile compte mobiliser la somme totale de 41 985 000 Francs CFA qui servira à la construction d'une classe dans chacune des 5 écoles identifiées afin de pallier au manque de salles de classe par rapport à l'effectif de l'école ; à l'équipement des classes construites de 300 tables-bancs et de matériels scolaires (exemple de constat sur le terrain: dans une école dans la région de la Kara, il n'y a que 5 bancs pour 75 élèves) et la distribution de vivres à 1500 prisonniers, 7 centres d'accueil comptant au total 232 nécessiteux, et à 300 élèves. L'association lance donc un appel à tous les citoyens, aux Organismes, aux entreprises, aux personnes de bonne volonté à se rejoindre à elle pour l'atteinte collective de ces objectifs en faveur des plus nécessiteux.



## AUX DÉCIDEURS...

## Préparer les pays à la prochaine pandémie

À l'échelle mondiale, les cas de COVID-19 et les décès associés sont plus faibles en juin 2022 qu'ils ne l'étaient au début de l'année. Mais le nombre d'infections augmente. L'Afrique ne fait pas exception.

Les deux dernières années ont provoqué une perturbation inimaginable de la vie normale. Et ces perturbations continuent de retarder la reprise des économies et des systèmes de santé en Afrique.

Pour relever les défis persistants du système de santé et éviter le même sort lors de futures pandémies, les pays africains doivent prendre des mesures audacieuses pour réparer leurs systèmes de santé et les rendre plus résilients.

Le groupe d'experts indépendant sur la préparation et la réponse à la pandémie mis en place par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié son deuxième rapport en mai 2022. En conseillant sur la manière de réduire la pandémie actuelle et de mieux se préparer à la prochaine, le rapport s'appuie sur la recherche scientifique et tables rondes d'experts.

L'inaction jette les bases d'une autre pandémie, qui recommande des actions mondiales et locales. Comme différents continents et pays sont à des stades différents sur la voie de la mise en œuvre de ces recommandations, les pays africains devraient extraire les actions qui les concernent et les intégrer dans leurs systèmes de santé et leurs plans de préparation aux épidémies.

Les recommandations de ce nouveau rapport s'appuient sur celles des rapports précédents du groupe d'experts. Ils ont examiné cinq aspects : un accès équitable aux outils ; financement de la santé ; le rôle de l'OMS dans la surveillance, la détection et l'alerte ; leadership politique ; et préparation. Le nouveau rapport met à jour les recommandations pour réparer un système de santé publique toujours en panne.

La COVID-19 a clairement montré que les indices actuels de préparation, tels que l'état de préparation à la COVID-19, ne faisaient pas la distinction entre le manque de préparation et la vulnérabilité.

L'Afrique était considérée comme mal préparée à la COVID-19, mais était en fait moins vulnérable en raison de nombreux facteurs, notamment la démographie et le mode de vie en plein air. Par conséquent, les indices de préparation doivent être révisés pour avoir une perspective plus complète de la préparation, de la vulnérabilité et de la résilience.

Il est peu probable que la prochaine pandémie soit la COVID. Le monde doit se préparer à de nouvelles menaces. Le G7 a pour ambition d'être en mesure de développer une intervention biologique face aux futures menaces pandémiques dans les 100 jours. Mais l'expérience des 10 ans d'attente pour les antirétroviraux contre le VIH et les difficultés d'accès aux vaccins COVID-19 montre que l'attente sera bien supérieure à 100 jours pour que les innovations d'autres continents atteignent l'Afrique.

Par conséquent, les pays africains doivent renforcer leurs interventions de santé publique de base qui protègent contre de nombreux agents pathogènes différents. La superposition de réponses à une nouvelle maladie sur des systèmes de santé déjà faibles en Afrique les a encore plus affaiblis. Ainsi, en plus de la santé publique, les plans de préparation de l'Afrique doivent se concentrer sur le renforcement et la résilience du système de santé.

Lorsqu'ils donnent suite aux recommandations du panel, les pays africains doivent les adapter pour remédier aux faiblesses spécifiques de leur système de santé, telles que la capacité de produire des fournitures médicales au niveau national.

Les gouvernements et institutions africains doivent également améliorer les processus d'approvisionnement médical et de réglementation par le biais d'institutions et de structures régionales déjà existantes.

Ce n'est qu'en domestiquer les recommandations que les pays africains tireront le meilleur parti et le plus grand soutien des initiatives mondiales.

Junior AREDOLA

## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata

## Chute de la monnaie européenne face au dollar américain

## La parité fixe EURO - FCFA bat de l'aile

L'euro passe sous 1,02 dollar, une première depuis 2002. L'euro poursuivait son recul face au dollar mercredi 06 juillet 2022, atteignant un niveau plus bas depuis deux décennies en raison des inquiétudes qui pèsent sur l'économie du Vieux-Continent. Face à cette situation, la monnaie européenne ne semble plus de se protéger face au dollar américain, entraînant du coup le Franc CFA tant de la zone CEMAC que de l'UEMOA dans sa chute. Explications.

• Joël YANCLO

Je tombe, tu tombes. Au regard de l'évolution de l'actualité économique ces derniers jours, la stabilité souvent mise en exergue pour justifier la parité fixe entre l'euro et le FCFA semble ne plus tenir la route. Divers analystes et experts entendent une perte de vitesse de la monnaie européenne face au dollar américain, entraînant dans sa chute, le franc CFA. Mardi 5 juillet 2022, l'euro, la monnaie commune à 19 pays européens, a reculé de 1,5% face au dollar américain, atteignant son niveau le plus bas depuis près de 20 ans, a pu constater l'Agence Ecofin pour qui, les analyses constantes semblent indiquer que les agents économiques craignent que la zone euro ne soit en récession. Mais un fait constant qu'on peut relever, c'est que l'inflation a atteint à fin juin, le niveau de 8,6%, principalement tirée par les prix de l'énergie dont les factures au niveau mondial se payent principalement en dollar US. Cette hausse généralisée des prix sur le marché mondial profite à la monnaie américaine qui est très sollicitée et sa valeur augmente.

## L'euro continue son recul face au dollar

Vers 11 h 15 GMT ce mercredi 06 juillet 2022, l'euro cédait 0,77% à 1,0188 dollar, après avoir reculé jusqu'à 1,0187 dollar, un plus bas depuis décembre 2002. En effet, l'euro recule depuis mardi « sous l'effet cumulé de craintes de récession en Europe et de turbulences financières alimentées par une nouvelle flambée des prix de l'énergie dans la région (notamment les prix du gaz et de l'électricité) », explique Guillaume Dejean, analyste chez Western Union, rapporté par l'AFP. « Si la Russie ne relance pas ses exportations, il est probable que l'UE soit en manque de gaz à la fin de l'hiver », prévient Holger Schmieding, analyste chez Berenberg, et la situation pourrait empirer avec une diminution de l'offre russe. « Le pic des prix du gaz et l'incertitude sur le marché de l'énergie sont les principales raisons pour lesquelles nous nous attendons à une récession en zone euro à partir de l'automne 2022 et jusqu'à mi-2023, et pas une simple stagflation », estime-t-il. Le spectre d'une croissance



stagnante et d'une inflation forte (stagflation) était pourtant le scénario du pire, il y a encore quelques mois, et reste l'inquiétude principale aux États-Unis.

## « Impossible d'acheter » l'euro

La Réserve fédérale américaine pourrait relancer l'économie en assouplissant sa politique monétaire alors que les Européens peineraient à compenser leur manque de gaz, estime Ulrich Leuchtmann, analyste chez Com-

merzbank. « Il est logique que le dollar américain soit le grand vainqueur de cette situation », conclut-il, selon des propos rapportés par l'AFP. Par ailleurs, « la crédibilité de la Banque centrale européenne (BCE) a été érodée » par sa « réaction excessive » à une augmentation de l'écart dans les taux d'emprunts de pays membres de la zone euro, estime Kit Juckes, analyste chez Société Générale, qui juge donc l'euro « impossible à acheter » cet été. La devise « est tellement peu attractive que même une crise politique majeure ne permet pas à l'euro de remonter face à la livre! », souligne-t-il.

## Des implications à anticiper pour le FCFA

Les pays de l'UEMOA (Union économique et monétaire Ouest africaine) et de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) n'exercent aucune influence sur les décisions de politique monétaire européenne, les variations de l'euro les impactent en raison de la parité fixe qui existe entre le franc CFA et la monnaie européenne, précise l'Agence Ecofin en

relevant que, ce mercredi 6 juillet 2022, la devise africaine (FCFA) était en baisse de 10% depuis le début de l'année, et se négociait à 640,1 FCFA pour 1\$, selon des informations de la plateforme Xe.com. C'est son niveau le plus faible depuis plus de 20 ans. Aussi, aucune banque centrale ou ministère des Finances des deux sous-régions ne prévoyait un tel scénario. Selon l'Agence Ecofin, les gains et les pertes devront être scrupuleusement analysés, alors que dans l'ensemble des pays, on se prépare déjà aux budgets de l'année 2023. Pour les pays exportateurs de matières premières comme le pétrole, l'or, le gaz, le cacao, le coton, l'opportunité est réelle d'accroître les revenus d'exportation.

## La BCEAO sereine

Pour les pays de la zone UEMOA dont la Banque centrale (BCEAO) a récupéré les réserves de change et les a placées majoritairement sur des actifs en dollars US, c'est aussi une bonne opportunité de générer des plus-values. Mais les deux sous-régions

sont aussi importatrices de biens et services, et la zone euro, en proie à l'inflation, est un partenaire clé. Pour l'Agence Ecofin, la difficulté est de savoir jusqu'à quand cette situation va durer. Si la crise en Ukraine et les ruptures sur la chaîne d'approvisionnement mondiale sont évoquées comme principales raisons, il est à noter que la chute de l'euro a débuté depuis le 1er janvier 2021. Une fois de plus, ce sont les sentiments de marché qui ont fait la différence. Les banques centrales américaine et européenne ont mis en œuvre des politiques monétaires accommodantes face à la crise de 2008 et celle de la covid-19.

## Subir les conséquences

Alors que la FED a commencé à donner des signaux d'une suspension de son programme, les Européens quant à eux ont essayé de trouver des mesures d'adaptation pour soutenir la dette de certains pays comme la France ou l'Italie, et surtout, pour permettre une relance post-covid vigoureuse et constante. Cette stratégie ne semble pas avoir eu que des implications positives. Les agents économiques de la CEMAC et de l'UEMOA doivent désormais subir les effets de ces choix, sans que leurs avis, et surtout leurs intérêts, ne puissent compter dans la recherche des solutions aux défis actuels. Aujourd'hui, le cours du franc CFA est arrimé à celui de l'euro avec une taux de parité fixe. 1 EUR = 655,957 francs CFA. Mais pour combien de temps...



## Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hab : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Vernissage

## « La part des miens » de l'artiste Adakam Essomanam

A Lomé, la devanture du cabinet du ministère de la Culture et du Tourisme est ornée depuis quelques jours par une installation de l'artiste togolais Essomanam Adakam. L'œuvre dénommée « La part des miens » exprime selon l'artiste, l'esprit d'entraide et de solidarité qui définit la société togolaise au cours des moments de peine que de réjouissance.

● Nicole ESSO

Essomanam Adakam s'est inspiré du vécu quotidien des sociétés traditionnelles togolaises pour la conception de « La part des miens ». Six troncs d'arbres en position debout, matérialisent un groupe de personnes envoyées transportant des présents destinés à une tierce personne. Les matériaux utilisés proviennent également de ce vécu quotidien. Il s'agit soit des objets de récupération soit des objet



domestiques comestibles ou non. La réception de l'œuvre a eu lieu lors d'une cérémonie de vernissage présidée par le Directeur de cabinet

Dr Koffi Kpayé, représentant Monsieur le Ministre de la culture et du tourisme. L'œuvre « La part des miens » est en exposition permanente et peut être visitée librement et à tout moment. Aujourd'hui, les arts impriment le développement économique et social à travers la création d'emplois, l'ouverture de nouveaux marchés, l'intégration sociale, l'amélioration du cadre de vie. L'art est indispensable à la société. Les créateurs et les artistes ont pour vocation d'attirer l'attention du public à se poser des questions sur son environnement et à réfléchir sur ce celui-ci. Grâce à l'art, la société va comprendre et avoir un regard plus poussé sur son quotidien.



## Réforme foncière

## Le gouvernement introduit un contrat type pour le bail d'habitation

Au Togo, le ministère chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme a introduit un contrat-type en matière de bail d'habitation et de location, afin d'harmoniser le montant de la caution et de la garantie de loyer sur toute l'étendue du territoire national. Ceci, dans le cadre de la nouvelle réglementation en vigueur en ce qui concerne les contrats d'habitation dans le Grand Lomé.

Le document a été présenté et vulgarisé mardi 05 Juillet aux agents immobiliers du pays, à la faveur d'une rencontre organisée par l'Association Togolaise des Agents immobiliers (ATAI), dirigée par Wiyaou Tchinde. Le modèle a ainsi été remis à chacun des participants par l'association.

« Il faut que nos concitoyens le comprennent. Il n'y a plus de baux verbaux, maintenant tous les baux d'habitation doivent être obligatoirement écrits », a indiqué Akakpo Iroko, directeur des affaires juridiques et du contentieux au ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme

foncière, à la faveur de cette rencontre. Pour rappel, la mesure de plafonnement a été introduite par le gouvernement togolais en conseil des ministres, le 05 janvier 2022, en vue de mettre fin à la spéculation dans le secteur du logement.

Avec Togo First

## Fouille des navires de commerce

## Treize agents de l'UMCC formés

Le Haut conseil pour la mer (HCM) a organisé du 27 juin au 1er juillet 2022 à Lomé, une formation à l'endroit de treize agents de l'Unité mixte de contrôle des conteneurs, (UMCC) au Togo, à la fouille des navires de commerce.

● Egram AKAKPO

La formation a pour objectif de lutter contre le commerce illicite maritime et les réseaux criminels associés. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la cinquième phase du projet de coopération dans les ports maritimes, dénommé « SEACOP ». La rencontre a permis aux treize agents de s'outiller sur la technique de la fouille des navires et la recherche des produits illicites en destination du Togo. La formation a été sanctionnée par la remise de certificats aux bénéficiaires issus de la douane, de la police et de la gendarmerie. Elle a été animée par deux experts des douanes françaises, le Capitaine Guy Salas et le Lieutenant Fabien Gueprier. Outre la formation, du matériel de sécurité a été remis aux participants. Pour le directeur de Coopération inter-



nationale, Karou Toï Tomféi, les acquis permettront aux bénéficiaires de contribuer à combattre efficacement les crimes trans-maritimes afin d'assainir les eaux sous juridiction togolaise. Il a par ailleurs soutenu la nécessité de renforcer les capacités de ces agents, compte tenu du fait que la mission de l'UMCC est plus orientée vers les conteneurs et la recherche des produits prohibés cachés. « Ces actions contribueront à renforcer le partenariat entre

les structures de contrôle et de renseignement des pays côtiers de Golfe de Guinée, engagés dans la lutte contre les trafics illicites », a indiqué l'ambassadeur de l'Union Européenne au Togo, Joaquin Tasso Vilallonga qui précise que d'autres actions de formation et de tutorat seront proposées dans les prochains mois au Togo et dans d'autres pays de la région dans le cadre de ce projet SEACOP.

## Coopération

## Deux nouveaux ambassadeurs accrédités au Togo

Le Chef de la diplomatie togolaise prof Robert Dussey, vient de recevoir les lettres de créances de deux nouveaux diplomates. Il s'agit des ambassadeurs du Pays-Bas et d'Espagne.

● Egram AKAKPO

L'annonce de l'arrivée de ces deux ambassadeurs a été faite par le ministre des Affaires étrangères, de la coopération, et de l'intégration africaine Robert Dussey. « J'ai reçu la copie figurée des lettres de créances de M. Gutierrez Blanco, José Javier, Ambassadeur désigné du Royaume d'Espagne au Togo », a indiqué le chef de la diplomatie togolaise. Outre le diplomate espagnole, Robert Dussey a également conféré avec le nouvel ambassadeur des Pays-Bas au Togo Jeroen Verheul. « J'ai reçu aujourd'hui la copie conforme des lettres de créance de SE



Jeroen Verheul, l'accréditant comme Ambassadeur du Royaume des Pays Bas désigné auprès de la République du Togo. Je lui souhaite tout le succès possible dans l'accomplissement de son importante mission », a ajouté Robert Dussey. Le nouveau diplomate néerlandais pour sa part compte œuvrer pour le

renforcement de la coopération entre Lomé et Amsterdam. « C'était un grand honneur et plaisir de rencontrer à Lomé le ministre Robert Dussey. J'espère contribuer tant à notre relation bilatérale qu'à notre coopération multilatérale », a déclaré Jeroen Verheul.

## Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Togo /Industrie

# Un nouveau statut pour le secteur du textile et de l'habillement

Le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé, ce 6 juillet 2022 à Lomé, le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le Conseil a examiné et adopté deux avant-projets de loi relatifs respectivement à la protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel au Togo et au statut de zone franche dans le secteur du textile et de l'habillement. Le Conseil a également examiné et adopté deux projets de décret. Le premier porte sur le code des marchés publics, et le second sur les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'INAM, organisme de gestion de l'assurance maladie universelle. Une communication a été faite sur les actions à mener pour limiter la propagation de la Covid-19 pendant la période des fêtes traditionnelles. Madame le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a présenté, au nom du gouvernement, ses admirations au Président de la République pour les initiatives et efforts qu'il ne cesse de déployer avec ses homologues, en particulier en facilitant le dialogue entre la CEDEAO et le gouvernement malien. Ce qui a abouti à la levée des sanctions qui pesaient sur ce pays frère.

## COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 06 juillet 2022



Le conseil des ministres s'est réuni ce mercredi 06 juillet 2022 sous la présidence de Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République.

Le conseil a examiné **deux avant-projets de loi, deux projets de décret et écouté une communication.**

### I. Au titre des avant-projets de loi,

**Le conseil a examiné et adopté l'avant-projet de loi relatif à la protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel au Togo.**

Le phénomène grandissant de violence à caractère sexuel dans les institutions éducatives et centres d'apprentissage impacte négativement les études des apprenants victimes et compromet leur avenir.

Face à ce phénomène, il est apparu nécessaire de prendre des mesures visant à renforcer l'arsenal juridique existant et à préserver les meilleures conditions possibles à l'éducation des enfants.

C'est l'objet de la présente loi dont l'adoption permettra non seulement de mettre en place les mécanismes de prévention de ces actes, de protéger et d'accompagner les victimes mais également de renforcer l'arsenal répressif.

Il constitue un moyen de lutte contre l'analphabétisme et de réduction des inégalités.

**Le conseil a ensuite examiné et adopté l'avant-projet de loi portant statut de zone franche dans le secteur du textile et de l'habillement.**

Cet avant-projet de loi définit un cadre incitatif pour les industries du textile et de l'habillement. Il s'inscrit dans la dynamique de renforcement de l'attractivité du cadre législatif pour les investissements, en vue d'accélérer la transformation de l'économie nationale, la création d'emplois et l'inclusion sociale dans un contexte de mise en place de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA)

Son adoption permettra à notre pays de disposer d'un véritable outil d'accélération de l'installation des industries du secteur du textile et de l'habillement et de booster ainsi un secteur à forte intensité en main d'œuvre.

### II. Au titre des projets de décret,

**Le conseil a examiné et adopté le projet de décret portant code des marchés publics.**

Pour rappel, ce texte fixe et précise les règles qui régissent la préparation, la passation, le contrôle, l'exécution et la régulation des marchés publics conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de réalisation de travaux, d'acquisition de fournitures ou de prestation de services.

Son adoption permettra une meilleure gestion des acquisitions, une célérité des procédures, un renforcement du climat des affaires, une professionnalisation des acteurs et une amélioration de la consommation des crédits budgétaires.

**Le conseil a ensuite examiné et adopté le projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement de l'INAM, organisme de gestion de l'assurance maladie universelle.**

Ce décret fait suite à la désignation de l'INAM comme organisme de gestion de l'Assurance maladie universelle au Togo (AMU). Il élargit et adapte les attributions de l'INAM afin d'assurer la mise en œuvre efficace et efficiente de l'AMU. L'adoption de ce décret vient marquer une étape importante dans l'opérationnalisation de cette réforme qui renforce l'inclusion sociale conformément à l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale.

### III. Au titre de la communication,

**Le conseil a écouté une communication sur des actions à mener pour limiter la propagation de la Covid-19 pendant la période des fêtes traditionnelles ;**

présentée par le coordonnateur national de la gestion de riposte contre la Covid-19. Cette communication a pour objectif de présenter au conseil, les actions envisagées pour limiter la propagation de la Covid-19 lors des fêtes traditionnelles.

Ces fêtes qui sont des moments de retrouvailles et de célébration de nos traditions devront se tenir dans le strict respect des mesures barrières. Par ailleurs, des dispositifs de vaccination seront déployés sur les sites de ces fêtes.

Les équipes sanitaires et les membres des groupes mixtes de surveillance seront mobilisés pour accompagner les comités locaux tout au long des festivités.

Le gouvernement a saisi cette opportunité pour rappeler à tous le maintien de la vigilance durant ces fêtes afin d'éviter une propagation forte de la maladie.

### IV. Au titre des divers,

Le gouvernement s'est réjoui des conclusions de la 61ème session ordinaire de la conférence Chefs d'Etats et de gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenue le dimanche 3 juillet 2022 à Accra.

Madame le Premier ministre a présenté, au nom du gouvernement, ses admirations au Président de la République pour les initiatives et efforts qu'il n'a cessé de déployer avec ses homologues, en particulier en facilitant le dialogue entre la CEDEAO et le gouvernement malien. Ce qui a abouti à la levée des sanctions qui pesaient sur ce pays frère.

*Fait à Lomé, le 06 juillet 2022  
Le Conseil des Ministres*



## Services financiers numériques

## IFC investit 90 millions d'euros dans Wave Mobile Money

Afin de renforcer l'inclusion financière et soutenir la croissance économique au Sénégal et en Côte d'Ivoire, IFC a annoncé le 6 juillet 2022, un investissement dans Wave Mobile Money S.A. (Sénégal) et Wave Côte d'Ivoire S.A., deux fournisseurs de services de mobile money qui contribuent à faire baisser les prix de ces solutions en Afrique de l'Ouest.

● Joël YANCLO

Le financement, consenti par IFC et d'autres investisseurs, aidera Wave à développer ses activités en Côte d'Ivoire et au Sénégal et à élargir son offre de produits ainsi que sa clientèle. IFC a arrangé un financement de 90 millions d'euros, comprenant un prêt d'IFC pour son propre compte de 25 millions d'euros, des prêts B d'un montant total de 41 millions d'euros de Symbiotics, Blue Orchard, responsAbility et Lendable, et des prêts parallèles d'un montant total de 24 millions d'euros de Finnfund et Norfund. Le partenariat entre IFC et Wave permettra de répondre à la forte croissance de la demande en matière de paiements numériques et de services de mobile money en Afrique de l'Ouest, une tendance qui a été renforcée par la pandémie de COVID-19. L'accès aux services financiers numériques reste cependant limité dans la région, avec seulement 24 % de comptes de mobile money actifs, contre 34 % en Afrique de l'Est en 2020. « La vision de Wave, qui consiste à faire de l'Afrique le premier continent "cashless", en proposant des solutions abordables et orientées vers les utilisateurs, correspond aux ambitions d'IFC en matière d'inclusion financière universelle, » a déclaré Coura Sene, directrice régionale de Wave Mobile Money pour la zone couvrant l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). « Cet investissement d'IFC et d'autres partenaires va nous aider à offrir une variété de produits financiers, ce qui



encouragera les utilisateurs à rester dans le secteur financier formel et favorisera l'inclusion financière dans la région. » « Favoriser l'accès aux services financiers pour les populations à faible revenu non bancarisées est une priorité pour IFC, » a déclaré Aliou Maiga, directeur régional d'IFC pour l'Afrique de l'Ouest et centrale. « Notre investissement dans Wave va non seulement promouvoir un secteur financier plus inclusif, mais il va aussi grandement contribuer à favoriser l'essor des solutions numériques en Afrique de l'Ouest. » Outre le financement des opérations des deux sociétés, le soutien d'IFC favorisera la mise en place d'un environnement propice au développement des services de mobile money dans la région grâce à l'offre de service de Wave, caractérisée par une grille tarifaire plus simple et des coûts de transaction réduits. Cela devrait permettre d'accroître la fréquence et la valeur des transactions et de favoriser de nouvelles formes d'utilisation, en particulier parmi les clients à faible revenu. En septembre 2021, IFC a investi 5 millions de dollars dans Wave Mobile Money Holdings Inc. dans le cadre

d'un co-investissement avec Partech Africa. Au cours des six dernières années, IFC a investi ou mobilisé auprès d'autres investisseurs plus de 1,25 milliard de dollars dans l'écosystème technologique africain.

#### À propos du Groupe Wave Mobile Money

Wave Mobile Money offre des services financiers radicalement inclusifs et extrêmement abordables à des millions d'utilisateurs en Afrique. Nous développons des solutions très abordables qui permettent aux clients d'épargner, de transférer et d'emprunter de l'argent leur rêve. Nous sommes fiers de toujours mettre le client en premier.

#### À propos de Wave Finance Digital

Wave Digital Finance est une entité du Groupe Wave Mobile Money qui vient d'obtenir une licence d'Établissement de Monnaie Électronique de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Son ambition est d'émettre de la monnaie électronique à partir du Sénégal et d'établir des partenariats stratégiques de distribution dans la zone UEMOA.

## Bénin

## L'UE décaissera 260 millions \$ pour renforcer le PAG 2021-2026

En vue d'accélérer le développement du pays, les autorités béninoises ont mis en place depuis quelques années, un programme d'actions gouvernementales. Pour sa deuxième phase, il bénéficie de l'accompagnement de l'UE.

L'Union européenne (UE) mettra 255 millions d'euros (260 millions de dollars) à la disposition du Bénin, afin de l'accompagner dans son Programme d'actions gouvernementales (PAG), durant la période 2021-2024. L'annonce a été faite le lundi 4 juillet par le gouvernement béninois via un communiqué de presse publié sur son site Internet. Ce financement servira au renforcement du capital humain, à la promo-

tion de la croissance verte et du numérique, et fera également la promotion d'une société prospère et sécurisée. Il intervient dans le cadre de (Agence Ecofin) - « la mise en œuvre du Programme d'actions du gouvernement (PAG) 2021-2026 dans un contexte de reprise post-covid-19 ». En février dernier, l'organisation européenne avait déjà annoncé ce soutien comme nouveau programme de coopération avec Cotonou (programme indicatif multi-annuel 2021-2027).

Le PAG 2021-2026 qui fait suite au PAG 2016-2021 a pour objectif l'accélération du développement économique et social du Bénin. Pour ce faire, le programme vise à renforcer la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance, le cadre macroéconomique et à maintenir sa stabilité, accélérer la croissance économique, promouvoir une éducation de qualité et de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP).

Avec Agence Ecofin

## Financement

## Le nouveau fonds Peref accélérera le déploiement des énergies renouvelables

La société d'investissement Harith General Partners s'associe au producteur d'électricité Anergi pour le lancement d'un nouveau mécanisme de financement des énergies renouvelables en Afrique. Le Fonds panafricain pour les énergies renouvelables (Peref) sera capitalisé à hauteur de 300 millions de dollars.

Une nouvelle initiative voit le jour pour soutenir le déploiement des énergies renouvelables en Afrique. Il s'agit du Fonds panafricain pour les énergies renouvelables (Peref) lancé récemment par le gestionnaire de fonds Harith General Partners et Anergi, un producteur d'électricité basé à Londres au Royaume-Uni. Capitalisé à hauteur de 300 millions de dollars, le nouveau fonds d'investissement se concentrera sur les énergies renouvelables pour accélérer l'électrification de l'Afrique. Cette ambition bute sur le manque de financements qui touche tous les secteurs, des projets de production d'énergies renouvelables à grande échelle à l'extension des réseaux électriques, en passant par les mini-réseaux autonomes indispensables pour l'électrification des zones rurales. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pour combler le fossé et accélérer l'accès à l'énergie en Afrique, il faudra mobiliser 27 milliards de dollars d'ici à 2030, dont 13 milliards pour les mini-réseaux, 7,5



milliards pour les investissements dans les réseaux et 6,5 milliards pour les investissements hors réseau. Selon Anergi, les investissements du Peref viseront à accélérer l'exécution de projets d'énergie renouvelable sur le continent grâce à des mécanismes de développement et de financement « novateurs » destinés aux projets sur site vierge ou déjà occupé par des investissements antérieurs. « Le Peref cherchera également à convertir les sources d'approvisionnement en électricité à forte émission de dioxyde de carbone (CO2) en options à moindre intensité de carbone, et accélérera l'adoption de technologies de production et de stockage d'électricité à valeur ajoutée », indique l'entreprise dirigée par Neil Hopkins. Pour Harith, le nouveau fonds devrait s'appuyer sur l'expérience d'Anergi. Le producteur d'électricité détenu à 100 % par Harith dispose d'un portefeuille d'actifs énergétiques de 1413 MW, largement dominé par des centrales thermiques dans plusieurs pays africains. Mais l'entreprise investit de plus en plus dans les énergies renouvelables, avec des participations dans le parc éolien de Turkana de 310 MW en service au Kenya et la centrale solaire de Djermaya de 34 MWc, en construction près de la capitale tchadienne N'Djamena.

Avec afrik21

## Ghana

## Un centre de recyclage des déchets électroniques sera inauguré en octobre 2022

Alors que le Ghana génère 170 000 tonnes de déchets électroniques chaque année dont un quart finissent à la décharge d'Agbogbloshie dans la banlieue d'Accra, le gouvernement s'apprête à inaugurer un centre de recyclage des déchets électroniques près de la capitale.

Le gouvernement ghanéen inaugurera le 31 octobre un nouveau centre de recyclage des déchets électroniques à Accra. L'installation construite sur un site d'un hectare de terres disposera d'une zone de stockage temporaire, d'une unité de recyclage, d'un pont-bascule, d'un poste de garde et d'un transformateur. Ces équipements permettront la valorisation et la revente de quatre types de déchets électroniques, notamment les câbles, les batteries mixtes, les thermoplastiques et les téléviseurs à tube cathodique. Selon Kwaku Afriyie, le ministre ghanéen de l'Environnement, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (Mesti), les travaux lancés en octobre 2018 sont achevés à 65 %. L'usine construite par l'entreprise Memphis Metropolitan est financée à hauteur de 10 millions d'euros (plus de 84 millions de cedis ghanéens) grâce à l'appui du gouvernement allemand. Le centre

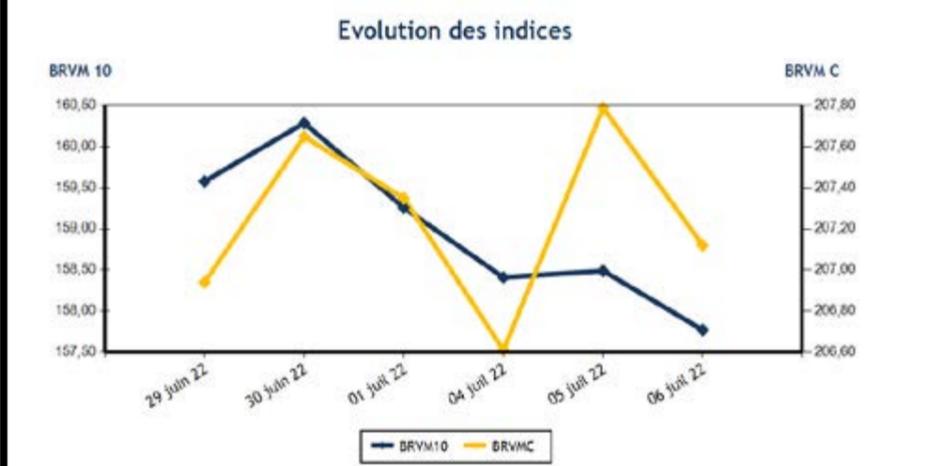


« vise à réduire les incidences environnementales des activités de recyclage des déchets électroniques dans le pays, à assurer la transition de ces déchets par le biais de procédures appropriées et saines, à tester un mécanisme de tarification ou de financement », explique le ministre Kwaku Afriyie. Le centre est le fruit de la loi sur le contrôle et la gestion des déchets électroniques et dangereux adoptée en 2016 au Ghana. L'initiative vise également la création d'au moins 22 000 emplois pour

la jeunesse ghanéenne. « À travers cette usine, le Ghana est sur le point de mettre un terme à la pollution électronique croissante avec le développement du monde numérique qui devient rapidement une menace pour la sécurité nationale pour la plupart des gouvernements du continent », a déclaré Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, lors du lancement du Programme national intégré de gestion des déchets électroniques en août 2018.

Avec afrik21

<b>BRVM 10</b>	<b>157,77</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 128 <b>mercredi 6 juillet 2022</b> Site : <a href="http://www.brvm.org">www.brvm.org</a>	<b>BRVM Composite</b>	<b>207,12</b>
Variation Jour	↓ -0,45 %		Variation Jour	↓ -0,32 %
Variation annuelle	↑ 2,78 %		Variation annuelle	↑ 2,39 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 234 920 697 982	-0,32 %
Volume échangé (Actions & Droits)	268 472	36,89 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	400 164 707	-53,53 %
Nombre de titres transigés	43	7,50 %
Nombre de titres en hausse	10	-44,44 %
Nombre de titres en baisse	14	16,67 %
Nombre de titres inchangés	19	90,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 752 700 612 330	-0,04 %
Volume échangé	53 648	4 065,22 %
Valeur transigée (FCFA)	536 613 500	5 907,99 %
Nombre de titres transigés	7	-12,50 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	5	-16,67 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 735	7,43 %	16,84 %
BERNABE CI (BNBC)	2 325	5,68 %	6,90 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 850	5,41 %	-5,65 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 350	2,66 %	-32,50 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 500	0,78 %	27,45 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	2 255	-3,84 %	7,38 %
PALM CI (PALC)	12 000	-3,23 %	71,67 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 420	-3,20 %	2,98 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	680	-2,86 %	-11,11 %
SAPH CI (SPHC)	6 250	-1,50 %	20,31 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	115,34	-0,23 %	4,75 %	22 483	42 306 385	26,90
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	466,83	-0,46 %	4,01 %	7 767	58 888 725	9,67
BRVM - FINANCES	15	76,42	0,12 %	-0,92 %	194 815	177 718 172	7,60
BRVM - TRANSPORT	2	402,56	0,00 %	-35,29 %	22 293	36 776 160	6,44
BRVM - AGRICULTURE	5	335,98	-1,51 %	38,09 %	11 358	67 504 475	7,14
BRVM - DISTRIBUTION	7	379,72	-0,94 %	-6,80 %	9 552	16 665 785	29,67
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 844,65	0,00 %	104,79 %	204	305 005	17,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,33	
Taux de rendement moyen du marché	6,18	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,94	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 238 506,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 567 015 982,13	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	9,93	
Ratio moyen de satisfaction	11,57	
Ratio moyen de tendance	116,49	
Ratio moyen de couverture	85,85	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	6,11	
Nombre de SGI participantes	28	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

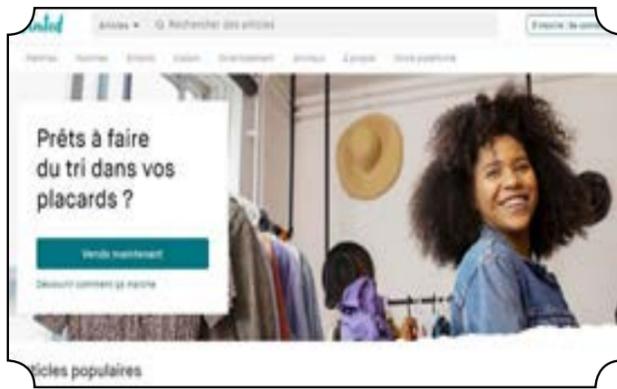
 BÉNIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle, Cotonou Tél : (229) 21 31 23 26 Fax : (229) 21 31 23 27	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie de Ouagadougou BP 1000 Ouagadougou 01 Tél : (229) 25 30 87 73 Fax : (229) 25 30 87 18	 CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Palais, 18 Avenue Joseph Anoma BP 2000 Abidjan 01 Tél : (229) 20 31 51 51 Fax : (229) 20 32 47 77	 GHANA Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Cotonou (CICSA) Avenue Félix Houphouët-Boigny BP 2000 Abidjan 01 Tél : (229) 20 31 51 51 Fax : (229) 20 32 47 77	 MALI Bourse Régionale des Valeurs Mobilières BP 11200 Bamako Tél : (229) 44 80 18 18 Fax : (229) 44 80 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Niamey (CCIAA) BP 1000 Niamey Tél : (227) 20 13 88 83 Fax : (227) 20 13 88 87	 SENÉGAL 7, rue Jean Monnet BP 5000 Dakar - Sénégal Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 08	 TOGO 4881, Boulevard O. GNANZONGBE Ewekpan, BP 2000 Lomé Tél : (228) 22 44 23 16 Fax : (228) 22 25 21 41
--	---	---	--	---	--	---	---

## Habillement

# La seconde main en ligne, une tendance à la surconsommation

Selon des chercheurs, les sites de vêtements de seconde main conduisent les consommateurs à acheter davantage, accentuant la surconsommation.

L'achat et la vente des vêtements de seconde main en ligne sont plébiscités par les Français qui veulent faire des économies en protégeant l'environnement, mais des chercheurs mettent en garde: cette solution favorise la surconsommation. Pour les 19 millions d'utilisateurs français revendiqués par Vinted, revendre sur cette plateforme lituanienne les vêtements dont ils ne veulent plus vise avant tout à faire des économies, surtout dans un contexte de perte de pouvoir d'achat. Mais l'opportunité de donner «une seconde vie» à ses vêtements, vantée par l'entreprise, fait aussi écho chez les consommateurs. Selon une étude de l'institut Kantar, 46% des personnes qui achetaient en 2020 des vêtements de seconde main le faisaient aussi «par souci d'écologie, pour limiter le gaspillage». De fait, l'industrie de la mode est la deuxième plus émettrice de gaz à effet de serre au monde, devant les transports maritimes et aériens. La mondialisation de l'industrie, qui produit en Asie avant de distribuer la marchandise dans le monde entier, explique ce fort impact. Il faut y ajouter une forte consommation d'eau et d'intrants chimiques et un faible recyclage des produits jetés. Le Bon coin, Videdres-



● «Les sites d'occasion poussent à une boulimie d'achat», critique Dominique Roux, chercheuse à l'Université de Reims. Capture d'écran

sing, Vinted, Vestiaire collective... il existe des dizaines de plateformes pour revendre ses vêtements en ligne, mais Vinted à lui seul captait 70% des achats en 2020, selon Kantar.

### «Boulimie d'achat»

«Les sites d'occasion poussent à une boulimie d'achat. Pour le même prix qu'un vêtement neuf, on peut en acheter trois ou quatre», critique Dominique Roux, chercheuse à l'Université de Reims, spécialisée dans les modes de consommation alternatifs. En 2019, les acheteurs de mode qui consommaient de la seconde main en plus du neuf avaient tendance à acheter davantage que ceux qui achetaient exclusivement du neuf, souligne Kantar, avec sept actes d'achat en plus par an en moyenne.

«Si l'achat de seconde main remplace un achat neuf, on gagne (l'impact environnemental) de la première vie du vêtement», explique Maud Herbert, cofondatrice de la chaire Tex & Care à l'IAE Lille. Cependant, ce modèle n'est pas viable écologiquement, car pour la chercheuse, «c'est une forme alternative de surconsommation». Un constat partagé par Hélène Janicaud, directrice du pôle mode de l'institut Kantar. Elle compare le comportement de certains acheteurs, qui achètent d'occasion pour «avoir beaucoup d'articles à moindre prix», au «mécanisme de l'achat compulsif qu'on voit dans le neuf». Un comportement particulièrement visible chez les 25-34 ans.

(AFP)

## Déchets plastiques

# La Californie va imposer aux industriels de recycler le plastique

La Californie espère réduire le nombre d'emballages plastiques en circulation, mais aussi le polystyrène expansé, d'ici dix ans.

La Californie a adopté une loi visant à réduire de manière spectaculaire les emballages plastiques non recyclables et le polystyrène expansé d'ici dix ans, un effort qu'il appartiendra aux industriels eux-mêmes de mettre en œuvre et de financer aux termes de cette législation. Le texte, qui n'attend plus que la signature du gouverneur Gavin Newsom pour entrer en vigueur, stipule qu'au moins 30% des emballages plastiques vendus ou utilisés en Californie devront être recyclables d'ici 2028, une proportion qui devra être d'au moins 65% au 1er janvier 2032. L'incinération ou la conversion de ces déchets en combustibles ne fait pas partie des formes de «recyclage» admises. La loi s'attaque aussi à la pollution des emballages alimentaires

en polystyrène expansé, fréquemment utilisés aux États-Unis dans la restauration à emporter pour les gobelets ou les plats. À moins que les producteurs ne soient capables de prouver qu'au moins 25% de ces emballages sont recyclables d'ici 2025, ils ne pourront plus du tout être utilisés dans l'État.

### «Législation la plus exigeante»

Pour les défenseurs de l'environnement, cet objectif est impossible à atteindre, ce qui revient pour eux à une «interdiction de fait» des emballages alimentaires en polystyrène. «C'est la législation la plus exigeante du pays pour la réduction des déchets plastiques», s'est félicitée l'ONG écologiste The Nature Conservancy. En Californie, État riche qui se veut

à la pointe de la protection de l'environnement, environ 85% des déchets plastiques échappent au recyclage et finissent dans des décharges. En 2021, ce taux était de seulement 5% sur l'ensemble des États-Unis. La nouvelle loi californienne ne se contente pas d'édicter des règles pour le recyclage, elle rend les industriels directement responsables de la mise en œuvre et du financement de ces mesures. «Réduire la pollution plastique à la source va réduire du même coup les rejets dans l'air et l'eau et réduire le plastique déversé dans nos océans», a écrit sur Twitter l'ONG Oceana. Les entreprises ou «entités» qui ne se conformeraient pas à cette loi s'exposent à 50'000 dollars d'amende par jour.

(AFP)

## Jeux vidéo

# Nouvelle marque d'accessoires de gaming chez Sony

Le géant japonais a dévoilé mercredi, Inzone, nouvelle marque d'équipements pour l'univers de plus en plus immersif du jeu vidéo.

En dévoilant mercredi Inzone, sa nouvelle marque d'accessoires pour le jeu vidéo, Sony a illustré sa volonté d'accroître sa présence dans le secteur au-delà de l'écosystème de ses consoles PlayStation. La gamme d'Inzone comporte pour l'instant deux moniteurs et trois casques audio. Si la plupart de ces produits ont été pensés pour s'adapter à la PlayStation 5, ils visent aussi le marché du jeu vidéo sur PC, un créneau dans lequel Sony veut désormais clairement accélérer. «Le marché s'est agrandi avec un intérêt accru pour le jeu, avec

la propagation des tournois d'e-sport» et les progrès technologiques dans le secteur, a commenté Yukihiro Kitajima, responsable de l'activité jeu et marketing chez Sony, cité dans un communiqué du groupe. Fin mai, Jim Ryan, le patron de sa division jeu vidéo Sony Interactive Entertainment, avait dit vouloir «stimuler la croissance» de Sony dans les jeux vidéo, grâce aux secteurs PC et mobile. «Nous n'avons pas été présents d'une manière significative» dans ces domaines, avait-il reconnu, disant voir dans ces supports «l'opportunité d'évoluer d'une présence

dans un segment très étroit du marché du jeu vers une présence totale».

### Distancé sur PC

Sony mise toujours en parallèle sur sa console PlayStation 5, sortie fin 2020. Mais sa production est toujours victime des perturbations des chaînes d'approvisionnement liées à la pandémie et peine ainsi à répondre à la forte demande. Sony est actuellement distancé dans le segment PC des jeux vidéo, notamment comparé à son grand rival, l'américain Microsoft, qui le concurrence aussi dans les consoles avec sa Xbox.

(AFP)

## Economie

# Les cours du pétrole en chute libre, par crainte de récession

Les cours du baril de pétrole ont perdu près de 10% mardi, à cause des craintes d'une récession dans les pays consommateurs de brut comme la Chine et les États-Unis.

Les cours de l'or noir ont plongé mardi, les craintes d'une récession dans les pays consommateurs de brut, qui pourraient détruire la demande, l'ayant emporté sur les inquiétudes quant aux perturbations de l'offre. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, a dégringolé de 9,45% à 102,77 dollars le baril, après avoir dévissé de près de 10%. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, pour livraison en août, a chuté quant à lui de 8,23% à 99,50 dollars, glissant sous les 100 dollars le baril pour la première fois depuis le 11 mai. «De toute évidence, la trajectoire du pétrole s'est complètement inversée», a commenté pour l'AFP Phil Flynn de Price Futures Group. «Il y a beaucoup d'inquiétudes sur une éventuelle récession et aussi quant au fait que la Chine a imposé des tests du Covid-19, en masse», a indiqué l'analyste. Le ministère de la Santé chinois a fait état mardi de 335 nouveaux cas positifs à l'échelle nationale et le pays imposant une politique de tolérance zéro vis-à-vis de la maladie, les autorités ont lancé une nouvelle série de tests PCR obligatoires dans la plupart des districts de Shanghai.

### «Seuil psychologique»

«Cela soulève des inquiétudes sur le fait que la demande de pétrole de la Chine risque de s'affaiblir», a indiqué Phil Flynn. Pour Ipek Ozkardeska, analyste pour



● Le baril de Brent de la mer du Nord a dégringolé de 9,45% à 102,77 dollars le baril. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain a chuté quant à lui de 8,23% à 99,50 dollars. (Image d'illustration) Getty Images via AFP

Swissquote, «les craintes de récession réduisent les perspectives de la demande de pétrole et font baisser les prix». En passant sous la barre des 100 dollars depuis presque deux mois pour le WTI, le pétrole a franchi un important «seuil psychologique». L'analyste évoque la possibilité d'une baisse des cours jusqu'à un prochain niveau fatidique, celui des 85 dollars le baril. Dans un scénario de récession, les analystes de Citi évoquent même des prix du pétrole qui tomberaient à 65 dollars le baril d'ici à la fin de l'année, puis à 45 dollars en l'absence d'intervention de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep+). «Tout arrive un peu en même temps et le marché est très nerveux de la direction que prend l'économie ce qui entraîne beaucoup de volatilité», a ajouté Phil Flynn, alors que l'Europe a enregistré des indicateurs d'activité décevants. Par ailleurs aux États-Unis,

«certains trouvent que la demande d'essence n'a pas été aussi fournie qu'anticipé pendant le long week-end férié du 4 juillet», la fête de l'Indépendance, poursuivait l'analyste.

### L'approvisionnement au second plan

Le marché pétrolier «se détourne de l'inflation» et se dirige vers le «désespoir économique», a affirmé Stephen Innes, analyste chez Spi Asset Management. Des «indices PMI soulignent les risques de récession dans la zone euro», faisait valoir Neil Wilson, analyste chez Markets.com, pour qui «la récession semble inévitable». La croissance de l'activité économique en zone euro a fortement ralenti en juin dans le secteur privé, au plus bas depuis 16 mois, selon l'indice PMI composite final publié mardi par S&P Global.

(AFP)

**Rendez-vous économiques**

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Foire Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique	13-19 Juin 2022	Sénégal	<a href="https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr">https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr</a>
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://lc.cx/mw9vbW">https://lc.cx/mw9vbW</a>
17 <sup>ème</sup> Foire Commerciale de l'OCI	13-19 juin 2022	Dakar Sénégal	Néant
Assemblées annuelles Afreximbank	15-18 juin 2022	Caire, Égypte	<a href="http://www.afreximbank.com">www.afreximbank.com</a>
Business forum	16-17 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	Néant
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	<a href="https://www.cci.bj/">https://www.cci.bj/</a>
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	<a href="https://www.la-fia.com/">https://www.la-fia.com/</a>
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	<a href="https://www.agroforestry2022.org/fr">https://www.agroforestry2022.org/fr</a>
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>

**HOROSCOPE finance****Bélier**

Il est hautement recommandé que vous traciez une stricte ligne de conduite en matière de finances, surtout en ce moment où les tentations de dépense sont multiples et extrêmement fortes. Si vous ne faites pas preuve de prudence, vous aurez bientôt des problèmes inextricables sur le bras.

**Taureau**

Voilà une journée très favorable à la finance dans le sens de l'économie. Mais les influx de Saturne vous conseilleront de ne pas spéculer : vous y perdriez des fonds qui viendront à point plus tard.

**Gémeaux**

Uranus en cet aspect vous invitera à la prudence dans les transactions commerciales, achats ou ventes, car on cherchera à vous tendre des pièges. Il vous aidera aussi à emporter une affaire importante ou avoir le dessus sur certains de vos concurrents ou rivaux en vous insufflant lucidité et sang-froid. Mais tout cela ne vous épargnera pas des luttes et d'interminables négociations.

**Cancer**

Les astres vont vous donner un coup de main pour consolider ou améliorer votre situation financière. Nombre d'entre vous auront même droit à une augmentation de leurs revenus. Mais ne vous reposez pas sur vos lauriers, et n'oubliez pas de profiter de cette journée de chance pour penser à l'avenir.

**Lion**

Attention aux astres Neptune et Uranus ! Le premier pourra par moments vous rendre trop euphorique et insouciant, au point de négliger vos comptes et de vous retrouver avec un découvert important. Le second vous soufflera des envies de dépenses nettement au-dessus de vos moyens. Si vous cédez à l'appel de ces sirènes, vous en aurez ensuite pour des mois à retrouver l'équilibre.

**Vierge**

Vous ne devriez pas avoir trop d'inquiétudes cette fois sur le plan financier. A condition, bien sûr, de rester assez prudent. Certes, Saturne a cessé d'affecter votre équilibre budgétaire, ce qui devrait entraîner une réelle amélioration. Mais n'oubliez pas qu'il y aura toujours la Lune dans votre Ciel, qui pourra vous jouer des tours si vous dépensez trop ou si vous manquez de jugeote.

**Balance**

Vous resterez toujours très préoccupé par votre situation matérielle. Malgré un éclaircissement progressif de votre Ciel astral, vous devrez toujours faire preuve de prudence et éviter les risques inutiles.

**Scorpion**

Neptune et Saturne influenceront votre secteur argent. Le premier n'est pas forcément négatif : il va avoir pour effet de vous mettre, sur le plan financier, face aux conséquences de vos actes et de vos choix passés. Si vous avez bien manœuvré, votre équilibre budgétaire sera bon. Dans le cas contraire, vous risquez d'avoir à régler des dettes et autres remboursements d'emprunt un peu trop lourds à votre goût.

**Sagittaire**

Jupiter, l'astre de la chance, travaillera de concert avec Neptune, autre grosse planète liée à la chance, vous pourrez cette fois améliorer vos revenus ou réorganiser vos placements de manière à ce qu'ils vous rapportent le plus possible. Comprenez bien que cette configuration exceptionnelle ne se reproduit pas souvent. N'hésitez surtout pas à demander une prime quelconque, à jouer en Bourse, ou à prendre rendez-vous avec votre banquier pour revoir vos choix et vos investissements.

**Capricorne**

Les finances seront excellentes. Vous n'aurez pas trop de souci à vous faire, et vous pourriez même toucher des arriérés si l'on vous doit de l'argent. Mais pour certains natifs, une question d'héritage sera source de contrariétés, et ils devront être très vigilants pour ne pas se faire déposséder.

**Verseau**

Le Soleil va mettre le domaine financier momentanément en vedette. Pour le meilleur, peut-être, mais sous réserve que vous veilliez à ne pas dépenser sans compter ou, si vous avez placé vos économies en Bourse, à ne pas prendre trop de risques.

**Poissons**

Votre situation financière méritera toute votre attention. Si vous n'y prenez garde, vous risquez d'avoir des ennuis d'argent bientôt. Alors, ne commettez pas d'imprudences, ou l'influx de Pluton vous enfoncera.

**L'économiste** du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web : [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

**Administrateur Général**

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

**Administrateur Délégué**

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

**Directeur de Publication**

Komlan KPATIDE  
(+228 90 05 05 08)

**Rédacteur en Chef**

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

**Rédacteurs**

Eyram AKAKPO  
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO  
Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM  
Kodji GATOR JOE

**Directeur Commercial**

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

**Graphiste**

Gérard DAMAWOU

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE-----  
La Commission  
-----AVIS D'APPEL A CANDIDATURES POUR LE FINANCEMENT DE BOURSES  
D'EXCELLENCE UEMOA POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE-----  
EDITION 2022-2025  
-----

- En application du Traité modifié de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et en cohérence avec le Cadre d'Actions Prioritaires 2021-2025 (CAP 2025) de la Commission en matière de développement des ressources humaines, il est prévu le financement de Bourses d'excellence UEMOA à la formation et à la recherche.
  - Le présent appel à candidatures vise à sélectionner, au total pour chaque Etat membre de l'Union, dix (10) étudiant-e-s méritant-e-s qui se verront octroyer des bourses d'excellence, pour entreprendre une formation d'un cursus complet de niveau Licence, Master ou Doctorat dans un **établissement d'enseignement supérieur implanté sur le territoire de l'Union**<sup>1</sup>. Les formations en ligne ne sont pas admissibles.
  - Peuvent répondre à cet appel les ressortissant-e-s des Etats membres de l'UEMOA, qui remplissent les conditions ci-dessous :
    - **Candidat-e à une bourse de formation de niveau Licence**
      - Etre âgé-e de **21 ans au maximum au 31 décembre 2022** ;
      - Etre titulaire d'un baccalauréat, toutes séries confondues, obtenu en 2022 ;
      - Avoir au minimum une moyenne de **14/20** à l'examen du baccalauréat requis présenté ;
      - Etre disposé(e) à entreprendre prioritairement une formation dans l'un des domaines suivants :
        - o Sciences de l'Ingénieur : Agronomie, Industrie agro-alimentaire, Elevage et Santé Animale, Génie Mécanique, Génie Civil, Génie Electrique, Génie Informatique, Génie Electronique, Génie de l'Environnement (énergies renouvelables), Technologies de l'Information et de la Communication ;
        - o Expertise Comptable.
    - **Candidat-e à une bourse de formation de niveau Master**
      - Etre âgé-e de **24 ans au maximum au 31 décembre 2022** ;
- <sup>1</sup> La possibilité d'étudier hors de l'Union existe UNIQUEMENT pour un nombre LIMITE de filières.
- Etre titulaire d'une Licence ;
    - Avoir au minimum une moyenne de **14/20** au diplôme requis présenté ;
    - Etre disposé(e) à étudier prioritairement dans l'un des domaines suivants :
      - o Sciences de l'Ingénieur : Agronomie, Industrie agro-alimentaire, Elevage et Santé Animale, Génie Mécanique, Génie Civil, Génie Electrique, Génie Informatique, Génie Electronique, Génie de l'Environnement (énergies renouvelables), Intelligence Artificielle, Technologies de l'Information et de la Communication ;
      - o Expertise Comptable ;
      - o Santé Publique ;
      - o Sciences de l'Education.
  - **Candidat-e à une bourse de formation de niveau Doctorat**
    - Etre âgé(e) de **28 ans au maximum au 31 décembre 2022** ;
    - Etre titulaire d'un Master ;
    - Avoir au minimum une moyenne de **14/20** au diplôme requis présenté ;
    - Etre disposé(e) à étudier prioritairement dans l'un des domaines suivants :
      - o Sciences de l'Ingénieur : Agronomie, Industrie agro-alimentaire, Elevage et Santé Animale, Génie Mécanique, Génie Civil, Génie Electrique, Génie Informatique, Génie Electronique, Génie de l'Environnement (énergies renouvelables), Intelligence Artificielle, Technologies de l'Information et de la Communication ;
      - o Sciences Economiques (environnement, économie industrielle, innovation, régulation des marchés...);
      - o Expertise Comptable ;
      - o Sciences de l'Education.
  - Les personnes intéressées à candidater sont invitées à **s'inscrire en ligne** sur le site internet de l'UEMOA, à l'adresse suivante : <http://www.uemoa.int> (CARRIERE/Bourses), jusqu'au **15 août 2022**.
  - Les candidat-e-s présélectionné-e-s seront invité-e-s à transmettre les pièces complémentaires suivantes :
    - une copie légalisée de l'extrait d'acte de naissance ;
    - une copie légalisée du certificat de nationalité ;
    - un curriculum vitae de deux (2) pour le Master ou de trois (3) pages au maximum pour la formation doctorale ;
    - une copie légalisée du diplôme ou de l'attestation de réussite du niveau requis ;
    - le relevé des notes obtenues au dernier diplôme requis présenté ;
    - la note obtenue à la soutenance **ainsi que** les relevés de notes des trois années sont requises pour les titulaires du doctorat candidats à une spécialisation ;
    - une facture pro forma **fournie par l'établissement d'accueil sollicité**, indiquant les différents frais : inscription, scolarité, laboratoire... pour tout le cycle ;
  - une attestation d'inscription (ou pré-inscription) ou de réussite au concours d'entrée dans l'établissement sollicité ;
  - une lettre de motivation pour les formations de niveau Master ou Doctorat ;
  - une lettre de recommandation du Directeur de thèse cosignée par le Président de l'université (ou le Recteur) ;
  - une copie du certificat d'inscription en thèse ;
  - le chronogramme de réalisation du projet de thèse signé par le Directeur de thèse ;
  - un projet de recherche de 10 pages maximum, validé et signé par le Directeur de thèse.
  - Le financement de l'UEMOA comprend :
    - une allocation forfaitaire de **deux cent mille (200.000) francs CFA** au titre des frais d'installation en une seule fois ;
    - une allocation forfaitaire de **deux cent mille (200.000) francs CFA** au titre de l'allocation pour assurance à chaque rentrée académique ;
    - un billet aller-retour du pays d'origine vers le lieu de formation, s'il y a lieu, chaque deux ans ;
    - le paiement des frais de formation conformément à la facture qui sera transmise par l'établissement d'accueil (dans la limite des ressources budgétaires prévues au Programme).
  - **Pour le cycle de Licence**
      - une allocation de subsistance mensuelle de **cent cinquante mille (150.000) francs CFA**, à compter de la date de rentrée effective.
    - **Pour le cycle de Master**
      - une allocation de subsistance mensuelle de **cent quatre-vingt mille (180.000) francs CFA**, à compter de la date de rentrée effective.
    - **Pour le cycle de Doctorat**
      - Une allocation de subsistance mensuelle de **deux cent mille (200.000) francs CFA**, à compter de la date de rentrée effective ;
      - Au titre des frais de paillasse, d'équipement et de documentation, un montant forfaitaire maximum de **deux millions (2 000 000) de francs CFA** sera également accordé sur présentation de justificatifs pour chaque année ;
      - Les frais de voyage aller-retour de l'Université au lieu de recherches sont pris en charge par la Commission, dans la limite de **trois millions (3 000 000) de francs CFA par voyage**. Les talons de voyage doivent être envoyés à la Commission comme justificatifs de l'usage du titre de voyage ;
      - Les frais du voyage aller-retour pour chaque séjour, dont le nombre ne peut excéder trois (3), sont à la charge de la Commission.
  - Les candidat-e-s pour le domaine de l'Intelligence Artificielle peuvent exceptionnellement être inscrit-e-s dans un établissement situé en dehors de l'Union pour une formation de niveau Master ou Doctorat. Des modalités de prise en charge spécifiques s'appliqueront dans ce cas. Lorsqu'il s'agit d'un établissement situé hors de l'UEMOA, le bénéficiaire percevra une allocation de subsistance mensuelle de **six cent cinquante-six mille (656.000) francs CFA**, destinée à couvrir ses frais de subsistance, de stage et de logement. Le bénéficiaire ne perçoit cette indemnité que lorsque sa présence au lieu de formation est effective.
  - Une convention entre l'UEMOA et l'établissement d'accueil fixera les modalités de versement et de gestion de la bourse.
  - Les **candidatures féminines sont fortement encouragées**, en application de la Stratégie Genre de l'UEMOA 2018-2027 visant à faire de l'UEMOA « un espace communautaire dans lequel les femmes et les hommes prennent part à l'émergence économique, en favorisant leur participation à la gouvernance régionale... ».
  - A la fin du processus de sélection, la liste définitive des bénéficiaires du Programme sera publiée sur le site de la Commission de l'UEMOA : [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int).

Ouagadougou, le 12 1 JUN 2022

Le Président

Abdoulaye DIOP



**Edem d'Almeida, Dg du groupe AGR****« Les dettes ne me font plus peur »**

Les entrepreneurs doivent-ils craindre l'endettement ? Edem d'Almeida, patron du groupe Africa Global Recycling (AGR) pense que la dette est un outil pour développer une entreprise à condition pour l'entrepreneur de savoir bien la gérer.

« Aujourd'hui, la dette ne me fait plus peur. Elle est aussi, à condition de savoir la gérer, un outil de développement d'une entreprise. Il vaut mieux développer votre entreprise avec la dette qu'avec votre argent », conseille M. d'Almeida lors d'une rencontre d'échanges vendredi dernier à Lomé à l'initiative du magazine Ocean's News. Si la réponse a sidéré plus d'un, le conférencier, droit dans ses bottes, partageant les expériences tirées de son vécu d'entrepreneur, illustre ses propos pour démontrer au public à quel point, l'outil de la dette ne devrait pas être une source d'anxiété permanente pour les chefs d'entreprise. "Les grands défis d'une entreprise restent dans les situations de crise. Vous développez votre entreprise, vous arrivez à un niveau ou les perspectives sont là, vous devez financer la croissance de votre entreprise et d'un coup, tout bascule. Qu'allez-vous faire ? Il faut recourir à d'autres instruments dont les crédits", persuade-t-il. Outre le levier du crédit qui pourrait servir à financer la croissance de son entreprise, il reproche aux entreprises certaines erreurs monumentales qui les amènent à la banqueroute. L'absence de capacité d'écoute notamment. "Quand nous développons nos projets, nous avons tout dans la tête et pensons aussi que tout est suffisamment logique et que c'est les autres qui ne nous comprennent pas. Et c'est bien le niveau où ça



● **Edem d'Almeida, un conférencier hors pair (image DR)**

devient compliqué parce que ce sont des choses qui n'ont pas tout de suite une solution toute faite mais c'est un défi contre soi-même. Il faut écouter, écouter et écouter", martèle-t-il.

**Le financement n'est pas le vrai problème**

Edem d'Almeida réuse aussi l'idée selon laquelle la première difficulté de l'entrepreneur, c'est l'accès au financement comme on l'entend le plus souvent. "Faux et archifaux", rétorqua-t-il avec nervosité. "Le premier problème d'un entrepreneur, c'est son entourage et lui-même. Et sur la question du financement, il y a des types de financement à des étapes clés de votre vie. L'argent ne se trouve pas forcément que dans les banques, il faut sortir de là. L'argent se trouve aussi dans nos familles", lâche-t-il comme recette aux entrepreneurs qui fina-

lement découvrent une oasis de leviers à désormais saisir. Edem d'Almeida fait partie du genre de conférenciers à briser les codes et à dire haut et fort ce que le commun n'entend pas très souvent. Il choque mais à chaque fois, répare, remodèle les esprits et laisse glisser une vérité éternelle dans le subconscient de son auditoire qui à la fin, comprend que cette aventure n'a jamais été un cours d'eau tranquille. "J'accompagne des chefs d'entreprise à lever des fonds dans leur famille pour développer leur projet. Moi-même j'ai eu à lever des fonds auprès de mes clients avec qui je pouvais négocier et c'est sans taux d'intérêt. Il faut juste savoir de quel côté aller. Et là, c'est une parole à donner sur les délais de paiement et faire tout pour asseoir un capital de confiance avec cette stratégie", lâche-t-il en confiance à agridigitale.net. Il suggère in fine à tous les entrepreneurs de méditer sur cette pensée, l'essence même de son combat : "L'adversité et l'abnégation vous poussent assurément à vous révéler avec force... à vous-même et à votre oppresseur. Quand une tuile tombe de ton toit, c'est l'opportunité de voir dix milles étoiles".

Avec agridigitale.net



● **Le public réceptif aux messages délivrés**

**Volontariat****LAMBONI Damigou, maîtresse couturière à Bombouaka**

La mission du volontariat d'engagement citoyen constitue pour la plupart des jeunes, un moyen d'épanouissement et d'insertion socioprofessionnelle. C'est le cas de Damigou, volontaire d'engagement citoyen de la phase 6 dans la commune de Tandjouaré 1 qui, suite à son engagement a ouvert son atelier de couture à Bombouaka au bord de la nationale numéro N°1. Allons à sa découverte.

Damigou s'est orientée dans le brassage de la boisson locale avec l'intention de gagner de l'argent pour pouvoir acheter une machine et commencer son travail après l'obtention de son CFA couture en 2018. Cette activité, elle le faisait trois fois dans la semaine et passait le reste du temps chez sa patronne afin de ne pas perdre la main. Après plusieurs tentatives sans succès pour le volontariat d'engagement citoyen, Damigou a été finalement retenue en 2021 pour apporter sa contribution au développement de sa commune.

**Le bonheur retrouvé grâce au VEC**

Damigou n'avait jamais imaginé qu'un jour, elle fera partie des volontaires. En dehors d'être utile pour la communauté, elle a bénéficié des opportunités de la mission pour concrétiser son projet de vie. Avec un projet de vie clairement défini, Damigou s'est lancé un défi dès



le début de la mission, celui de s'installer à son propre compte en ouvrant son atelier. Pour relever ce défi, elle a pris l'initiative d'épargner à chaque fois qu'elle en avait la possibilité. Après six mois de mission, elle a construit une pièce pour son atelier de couture sur la portion de terre de son papa à Bombouaka. Depuis janvier 2022, son rêve est devenu une réalité. Après quelques mois d'installation, elle s'est fait une renommée grâce à sa gentillesse et à l'accueil qu'elle réserve aux clientes. Damigou s'est promis de transmettre son savoir-faire aux jeunes sœurs désireuses d'apprendre

ce métier. Elle a déjà deux apprenties à son actif et compte s'octroyer une nouvelle machine dans les prochains jours afin de faciliter le travail en attendant les kits d'installation souvent offerts par l'ANADEB à chaque fin de mission. Pour Damigou, faire une mission de volontariat d'engagement citoyen n'est pas peine perdue. « Aujourd'hui j'ai mon propre atelier et c'est grâce au volontariat. J'ai commencé par jouer des fruits de mon métier ce qui fait de moi une femme financièrement autonome » témoigne-t-elle.

Avec togoanvt.org

**Bundesliga****Le Borussia Dortmund s'offre Sébastien Haller !**

Auteur d'une saison XXL avec l'Ajax Amsterdam, Sébastien Haller a tapé dans l'oeil des plus grands clubs du continent. L'Ivoirien a finalement décidé de signer au Borussia Dortmund où il va poursuivre sa carrière.

Après avoir mis sur Karim Adeyemi pour remplacer Erling Braut Haaland, le Borussia Dortmund a trouvé un second renfort pour son attaque en vue de la saison prochaine. Du haut de ses 27 (28 à partir du 22 juin) ans, Sébastien Haller se présente comme un des attaquants en vogue en Europe actuellement. Après avoir été formé à Vigneux, Bretigny puis l'AJ Auxerre, il a pu progres-

ser à Utrecht et à l'Eintracht Francfort. Malgré un flop à West Ham, il s'est totalement relancé depuis janvier 2021 à l'Ajax Amsterdam. International ivoirien (12 capes, 4 buts), Sébastien Haller a livré une saison 2021/2022 de haute volée avec les Godenzonen. Remportant le championnat local avec l'Ajax Amsterdam, il a marqué pas moins de 34 buts et délivré 9 offrandes en 42 rencontres disputées. C'est d'ailleurs en

Ligue des Champions (3e meilleur buteur) où il s'est le mieux illustré avec 11 réalisations et 2 passes décisives en 8 matches. Un bilan incroyable pour le joueur sous contrat jusqu'en juin 2025 avec la formation néerlandaise. Dans le viseur de nombreux grands clubs comme l'Inter Milan, Manchester United, le Bayern Munich ou encore le Borussia Dortmund, il a finalement tranché en faveur du club basé dans la Ruhr.

**Baromètres Togo****Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

**ENGAGE**

TOI POUR LE DÉVELOPPEMENT DE TA RÉGION

**CARRIERES.BOAD.ORG****#CRÉATEURSDAVENIR**

Union Monétaire Ouest Africaine

**crepmf**Conseil Régional de l'Épargne Publique  
et des Marchés Financiers**COMMUNIQUÉ DU CREPMF**

Le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (CREPMF-UMOA) informe le public que des tentatives d'arnaque sont actuellement opérées à travers des appels téléphoniques et les réseaux sociaux avec l'usurpation de l'identité de Monsieur Ripert BOSSOUKPE, son Secrétaire Général.

Le mode opératoire utilisé consiste en un envoi de message suivi d'appels téléphoniques visant à collecter des sommes à des fins personnelles ou pour le financement de pseudo projets.

Le Secrétaire Général, Monsieur Ripert BOSSOUKPE, n'est impliqué ni de près ni de loin à ces pratiques et invite à la plus grande vigilance.

En tout état de cause, les autorités administratives et judiciaires habilitées de l'Etat de Côte d'Ivoire ont été saisies en vue de la suite appropriée à donner pour décourager ces pratiques frauduleuses qui tendent à jeter du discrédit sur les premiers responsables du CREPMF ainsi que l'image de l'Organe dans son rôle de régulateur du Marché Financier Régional.

Fait à Abidjan, le 04 juillet 2022

Avenue Joseph ANOMA  
01 B.P. 1878 Abidjan 01/Côte d'Ivoire  
Site web : <http://www.crepmf.org>

TEL.: (225) 27 20 21 57 42 / 27 20 31 56 20  
Fax: (225) 27 20 33 23 04  
Email: [sg@crepmf.org](mailto:sg@crepmf.org)